



POSTE :

Un regain de combativité à généraliser et durcir dans l'unité !

Alors que les patrons de la Poste poursuivent sans relâche leur sale boulot de privatisation et de suppression d'emplois, les postiers relèvent peu à peu la tête. Depuis quelques mois, des grèves locales et sectorielles éclatent. Faisons en sorte qu'elles préparent une résistance plus large et plus organisée.

Près d'un-e postier-e sur trois a fait grève le 14 novembre, à l'appel des fédés CGT, Sud, FO, CFDT et CFTC – l'Unsa-Poste prenant position contre. Cette grève nationale était dirigée contre la nouvelle directive postale européenne, qui doit encore être validée au niveau gouvernemental, pour achever l'œuvre déjà largement entreprise de destruction du service public, selon trois grands axes :

→ poursuivre et intensifier la réduction du réseau postal, par de nouvelles fermetures de bureaux et le transfert vers des partenariats privés ;

→ différencier de manière encore plus importante la facturation des services au profit des entreprises et au détriment des particuliers, pour lesquels les tarifs devraient continuer d'augmenter ;

→ enfin, attaquer frontalement un des fondements essentiels du service public en préconisant de substituer à la péréquation tarifaire géographique la notion de tarifs différents par zone territoriale.

Cette volonté de transformer définitivement les activités postales en secteur exclusivement marchand n'oublie bien évidemment pas les salariés: plans de

restructuration, externalisation d'activités figurent explicitement au menu de la directive, ce qui signifie clairement une diminution globale du niveau de l'emploi, le développement du travail à temps partiel, de l'intérim et de la sous-traitance.

Un tiers des emplois est menacé !

Séparée en activités distinctes, la maison Poste est prête à être dépecée par lots. C'est le sens de la création de la Banque postale, filialisée, qui sert de justification à la maison-mère pour redimensionner son réseau des bureaux de Poste sur les seuls critères de rentabilité, tant en zone rurale qu'en zone urbaine, avec à la clé suppressions d'emplois, « redéploiements d'effectifs » et systématisation des pressions commerciales.

Au courrier, ce sont 40 000 emplois sur 130 000 (31 % !) dont la suppression est programmée d'ici à 2010, soit 30 000 facteurs et 10 000 agents des centres de tri. Pour tenir ce programme, plus de la moitié des centres de tri sont aujourd'hui menacés de réduction d'activité ou de fermeture, tandis qu'à la distribution c'est l'organisation et le sens même du travail, avec le développement de la flexibilité horaire journalière et hebdomadaire, qui sont remis en question.

A cela s'ajoute la perte constante de notre pouvoir d'achat tant pour les personnels fonctionnaires que de droit privé.

Durcir et fédérer les mouvements locaux !

Pour faire barrage à cette véritable "liquidation sociale", la multiplication de

luttons locales et sectorielles est une première réponse : grèves tournantes par groupement de bureaux, refus d'être classé « site expérimental », rassemblements et assemblées de facteurs dans les départements, grèves des brigades de nuit en centres de tri, montée des appels à la grève dans les agences colis.

Ces actions, qui cherchent à se coordonner pour s'étendre, sont souvent soutenues localement en intersyndicales.

S'ils étaient amenés à se développer, elles pourraient forcer à l'unité les fédérations syndicales de la Poste. Nous le souhaitons mais nous n'en faisons pas un préalable au développement de l'action des postiers.

Articuler résistances et alternative !

Nous luttons pied à pied depuis des années contre la privatisation des Ptt et ses effets. Mais il nous faut articuler défense de l'emploi et projet d'ensemble pour la Poste si nous voulons poser la question d'une alternative à la politique de la direction, des opérateurs privés en embuscade.

Cette alternative, c'est pour nous l'autogestion de l'entreprise et la définition de ses missions par les travailleurs(euses) qui y travaillent en lien avec les usagers, sur la base de la satisfaction des besoins sociaux, et non des impératifs de profit.

Reprendre en mains l'outil de distribution, ce serait construire un service public postal, contrôlé par les travailleurs(euses) de la Poste, au service de leurs intérêts et des particuliers, c'est-à-dire des autres travailleurs(euses), avec ou sans emploi.

► **AL-PTT est un bulletin d'intervention politique réalisé par des militant(e)s d'Alternative Libertaire des PTT.**

Syndicalistes révolutionnaires et communistes libertaires, sans sectarisme, nous luttons dans nos luttes quotidiennes pour une alternative globale au capitalisme. Il est temps que nous relevions la tête face à la loi du profit, il est temps que nous reprenions nos affaires en mains. Pour nous contacter, renvoyez le coupon ci-dessous à : Alternative Libertaire, BP 295, 75921 Paris cedex 19 – Web : www.alternativelibertaire.org

Je souhaite prendre contact avec Alternative Libertaire

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du journal Alternative Libertaire

Nom : Prénom : Mail :

Adresse : Tél : AL-PTT